

MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE DE LORRAINE
9, avenue de la Forêt de Haye
54505 VANDOEUVRE-LES-NANCY



Mise en sécurité incendie
de la BU au Campus Brabois Santé



LOT N°01
DESAMIA NTAGE

CCTP

Maître d'œuvre



Agence Emmanuel Gehin
ECONOMIE . PILOTAGE . COORDINATION

5 rue de la Butte
54210 Saint Nicolas de Port

06 84 22 26 26
03 83 38 25 06

AVP

03/10/2025

	modifications

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 GÉNÉRALITÉS	2
1.1 OBJET DU PRESENT DOCUMENT	2
1.2 PRINCIPAUX DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	2
1.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX	2
1.4 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE	3
1.5 PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	3
1.5.1 Avant le démarrage des travaux :	3
1.5.2 Pendant les travaux :	3
1.6 PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES	4
1.7 IMPOSITIONS ET AUTORISATIONS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	4
1.8 NETTOYAGES	4
1.9 REUNIONS HEBDOMADAIRES DE CHANTIER	4
1.10 VISITES DE POINT D'ARRET	5
CHAPITRE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	6
2.1 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE DESAMIANPAGE	6
2.1.1 Documents de références – Règles d'exécution	6
2.1.2 Moyens Humains	6
2.1.3 Moyens Techniques mis en œuvre	7
2.1.4 Contrôle et réception des ouvrages	7
2.1.5 Plan de retrait	7
2.1.6 Sujétions liées aux réseaux	8
2.1.7 Travaux préalables	8
2.1.8 Nettoyage du chantier	8
2.1.9 Dossier des ouvrages exécutés	9
CHAPITRE 3 DESCRIPTION DES OUVRAGES	10
3.1 PLAN DE RETRAIT	10
3.2 METROLOGIE	10
3.3 INSTALLATION, CONFINEMENT ET PROTECTION	10
3.4 TRAVAUX DE DESAMIANPAGE	10
3.4.1 Désamiantage de portes et châssis	11
3.5 RAPPORT FINAL D'INTERVENTION	11

CHAPITRE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Il a pour but de définir les travaux applicables à l'exécution du lot n°01 DESAMIANPAGE relatif aux travaux de mise en sécurité incendie de la bibliothèque universitaire du Campus Brabois Santé sis 9, Avenue de la Forêt de Haye à Vandœuvre-lès-Nancy pour le compte de l'Université de Lorraine.

Le présent cahier des charges définit une obligation de résultats.

L'organisation pratique doit respecter en tous points les exigences réglementaires et le phasage défini par la maîtrise d'œuvre.

Le respect des dispositions réglementaires et de délai détermine l'obligation de moyens.

1.2 PRINCIPAUX DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

- Dispositions applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail (L 235-3 L 263-10...)
- Arrêté du 31 janvier 1986, relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- Décret 95-543 du 4 mai 1995 relatif à la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.
- Article L.541-2 du code de l'environnement.
- Arrêté du 25 février 2003 article 10 concernant les travaux comportant des risques particuliers.
- Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007 pour la partie législative et décret n°2008-244 du 7 mars 2008 pour la partie réglementaire pour les dispositions « santé et sécurité au travail ».
- Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'union européenne dans le domaine des déchets.
- Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments.

L'emploi du personnel, l'utilisation des matériels, installations et méthodologies spécifiques applicables doit satisfaire aux exigences des textes réglementaires en vigueur.

Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux.

1.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'entreprise est invitée à se reporter à la législation en vigueur auxquels les travaux sont soumis.

Les travaux visés par le présent document portent sur la fourniture et pose des ouvrages suivants :

- Désamiantage

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue de présenter avant toute exécution un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) conformément aux dispositions précisées dans le Plan Général de Coordination (Décret 94 1159 du 26/12/94).

A ce titre, le P.P.S.P.S. devra présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". La réflexion sur les risques

engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés devra être élargie aux mesures prises pour prévenir les risques générés :

- par le chantier et son environnement ;
- par les autres entreprises ;
- par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants.

Dans tous les cas l'entreprise doit satisfaire aux dispositions demandées au Plan Général de Coordination.

1.4 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur doit présenter la ou les qualifications requises spécifiques à la nature des prestations réalisées.

L'entrepreneur doit apporter la preuve de ses compétences pour un chantier de ce type et des références de réalisation de chantiers similaires.

1.5 PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

1.5.1 Avant le démarrage des travaux :

Le TITULAIRE doit fournir avant le démarrage des travaux, à l'approbation préalable du Maître d'œuvre :

- son PPSPS,
- la note technique précisant les matériels et méthodes utilisés,
- le calendrier détaillé d'exécution,
- les dispositifs de protections des avoisinants,
- le plan détaillé de l'organisation de chantier (plan des installations de chantier et plan de circulation),
- la liste précise des personnels intervenants sur le chantier avec leur habilitation médicale, compétences etc...
- le plan de retrait des matériaux amiantes
- l'ensemble des renseignements relatifs à la gestion des déchets (modalités de traçabilité, méthodes de tri, localisation et nature des stockages provisoires, entreprise de transports sous-traitant, agréments pour le transport routier des matières dangereuses, centres d'enfouissement envisagés, ...)
- les fiches d'autocontrôle

1.5.2 Pendant les travaux :

Un dossier tenu à jour et à disposition des intervenants ou organismes de prévention, sur le chantier par le TITULAIRE doit contenir :

- le PPSPS,
- le plan de retrait des matériaux amiantes
- les documents d'exécution,
- les modes opératoires retenus,
- le planning d'intervention détaillé,
- les fiches d'autocontrôle dûment complétées,
- les bordereaux de suivi des déchets (BSDA) et les certificats de mise en décharge.
- la liste des intervenants sur le site accompagnée des aptitudes médicales et des attestations.
- Les documents émis par la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, ou coordination sécurité.

– les notifications de déclaration de travaux à l'inspection du travail, à la CRAM à l'OPPBTP et l'avis du médecin du travail.

1.6 PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

L'entreprise doit, conformément à la législation en vigueur, mettre en place, et en assurer le maintien, toute protection collective ou individuelle nécessaire au parfait achèvement de ses travaux (nécessaire à la protection de ses personnels comme des biens et personnes extérieures).

1.7 IMPOSITIONS ET AUTORISATIONS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

L'entreprise doit contacter les services compétents en matière de circulation urbaine de façon à obtenir l'autorisation d'interrompre la circulation aux abords du lieu des travaux, ainsi que pour la mise en place de la signalisation, s'il y a lieu. Elle doit se soumettre aux obligations imposées par le maître d'ouvrage et la Ville concernant les circulations et le maintien en état des voies piétonnes et chaussées.

De même, l'entrepreneur est tenu d'obtenir, auprès des organismes concernés, tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier et à ses travaux.

Il doit en outre payer les droits d'occupation du domaine public et les taxes inhérentes à ses installations de chantier.

1.8 NETTOYAGES

Le chantier devra toujours être maintenu en bon état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les gravois et déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

1.9 REUNIONS HEBDOMADAIRES DE CHANTIER

L'entreprise est informée qu'une réunion hebdomadaire de chantier est organisée dans le bureau de l'entreprise affecté à cet usage. Cette périodicité est définie à ce jour et peut être révisée à tout instant par la maîtrise d'ouvrage sans que l'entreprise ne puisse se prévaloir de quelque compensation que ce soit.

L'entreprise doit être représentée lors de cette réunion par :

- Le responsable de l'entreprise ayant autorité pour engager toutes les actions nécessaires au parfait accomplissement du chantier. Autorité hiérarchique et fonctionnelle.
- Le responsable des travaux effectivement présent sur le site.

1.10 VISITES DE POINT D'ARRET

Les visites de chantier pour réalisation des contrôles de point d'arrêt sont planifiées en début de chantier selon le planning prévisionnel d'exécution de l'entreprise.

Le Point d'Arrêt est réalisé en présence du maître d'œuvre, qui le valide.

La réalisation de contre-visites supplémentaires éventuelles, du fait de manquement de l'entreprise de travaux ou de décalages dans le planning prévisionnel, est organisée lors de la réunion de chantier hebdomadaire suivante, sans que l'entreprise puisse réclamer d'indemnités pour les retards occasionnés.

Les prestations du présent lot sont assujetties à la levée des différents points d'arrêt suivants :

- Le contrôle de l'installation de chantier : sa levée permet au titulaire de prendre possession de la zone chantier,
- le constat des lieux avant travaux : sa levée permet au titulaire d'entreprendre les travaux
- l'inspection visuelle après désamiantage réalisé par un diagnostiqueur amiante.

CHAPITRE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

2.1.1. Documents de références – Règles d'exécution

L'entreprise garantit au Maître d'Ouvrage le respect de l'application conforme des décrets, normes en vigueur. Elle est en outre responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant.

L'entreprise devra se conformer, entre autres, à la réglementation spécifique et aux prescriptions suivantes :

Le traitement de ces matériaux est soumis aux législations suivantes :

Réglementation Code de la Santé Publique, Code du Travail, Code de l'Environnement :

- Norme NF X 46 020 de décembre 2008 concernant le repérage des matériaux contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis. Mission et méthodologie.
- Décret n°2012 – 639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante avec application au 1^{er} juillet 2012.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opération comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Code de la santé publique, articles R 1334-14 à R1334-29-9 ; articles R 1337-2 à R 1337-5 et annexe 13-9.
- Décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Sur les déchets et le transport :

- Décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718)
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Autres publications :

- Guide ED 6091 : travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante – Guide de prévention INRS.
- Guide ED 6028 : exposition à l'amiante lors du traitement des déchets – Guide de prévention INRS.

2.1.2. Moyens Humains

L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier doit être reconnu apte médicalement à l'exécution de la tâche qui lui est confiée.

Il doit avoir subi les visites, examens médicaux et vaccinations qui se rapportent à ces tâches ainsi que deux exigés par la Médecine du Travail.

Il ne sera pas employé de personnel intérimaire, sous contrat à durée déterminée ou âgé de moins de 18 ans.

Les opérateurs devront pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise par la présentation d'une pièce d'identité et par le port d'un badge d'identification propre à l'entreprise portant la photo de l'opérateur.

L'entreprise devra justifier que ses intervenants ont suivi une formation spécifique pour les interventions en milieux pollués par l'amiante.

Les fiches d'aptitude de chaque salarié délivrées par le médecin du travail, devront être disponibles sur le chantier.

2.1.3. Moyens Techniques mis en œuvre

Au minimum les moyens matériels devront être les suivants :

- combinaison lavable
- combinaison jetable et matériau non tissé
- scaphandres et heaumes
- masques respiratoires :
 - o demi-masque P3 de type FFP3 répondant à la norme NF EN143 réservé aux atmosphères faiblement chargées
 - o demi-masque à cartouche filtrante P3 pour la préparation de chantier.
- chaussures de sécurité
- gants étanches complétés de bandes adhésives
- outillage divers
- packs de stockage des gaines amiante-ciment placés sous enveloppe plastique avec applications d'autocollants portant le pictogramme « amiante ».

Le transport des déchets vers le lieu d'enfouissement (ou d'incinération) est soumis à la réglementation relative au transport des matières dangereuses.

L'entrepreneur devra respecter l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'union européenne dans le domaine des déchets.

2.1.4. Contrôle et réception des ouvrages

L'entreprise titulaire du lot sera tenue de participer aux contrôles contradictoires suivant organisés par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre :

- réception visuelle en fin de travaux.

2.1.5. Plan de retrait

- Trente jours, avant toute intervention, le plan de retrait et de démolition, conformément au Décret 96-98, sera rédigé par l'entreprise et soumis à l'approbation de l'inspection du travail et des différents organismes de prévention.
- Ce plan de retrait et de démolition devra être soumis à l'acceptation du médecin du travail et du CHSCT de l'entreprise.
- Il précisera que :
 - La main d'œuvre utilisée pour l'opération sera propre à l'entreprise et devra être sous contrat à durée indéterminée, à l'exclusion des travailleurs intérimaires, sous contrat à durée indéterminée, sous contrat à durée de chantier et des moins de 18 ans.
 - Les intervenants devront justifier d'une formation spécifique pour les interventions en milieux pollués par l'amiante.
 - Les fiches d'aptitude de chaque salarié, délivrées par le médecin du travail, devront être disponibles sur le chantier.

2.1.6. Sujétions liées aux réseaux

Le maître d'ouvrage fera procéder en amont à l'isolement et à la neutralisation de tous les réseaux d'alimentation du bâtiment à désamianter (réseaux électriques, gaz, fluides divers, téléphone,...).

Un procès-verbal de consignation sera établi par l'entreprise en charge de la prestation.

2.1.7 Travaux préalables

2.1.7.1 Constat d'huissier

Un constat d'huissier est réalisé au début de la période de préparation du chantier en présence du représentant du Maître d'ouvrage et/ou du Maître d'œuvre. Il a pour objet le constat de l'état des ouvrages publics et privés en bordure du chantier, avant travaux.

2.1.7.2 DICT - Travaux sur réseaux

Le titulaire du présent lot doit, avant le début des travaux, procéder à une enquête systématique en vue de déterminer et de repérer les canalisations et câbles de toutes natures qui sont, selon le cas, déposés, protégés ou maintenus en service, pendant la durée des travaux.

Il doit envoyer à tous les concessionnaires, des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T. : formulaire CERFA n° 90-0189).

De même, il doit poser des repères très visibles et, s'il y a lieu, des protections sur tous les câbles ou canalisations à maintenir en service.

2.1.7.3 Isolement de la zone de chantier - Signalisation - Clôtures

Le chantier de désamiantage doit être réalisé en garantissant l'absence d'intrusion dans

- la zone à risque : dans les bâtiments durant les phases de désamiantage.
- la zone de chantier : zone d'installation de chantier, de stockage des déchets, d'évolution des camions.

2.1.7.4 Balisage du chantier

Des panneaux explicites et réglementaires sont apposés pour en interdire l'accès aux personnes non autorisées, et signaler les risques du chantier.

Sur la clôture doivent être placés, en nombre suffisant, des panneaux « DANGER », « ACCES INTERDIT AU PUBLIC » et « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

2.1.8 Nettoyage du chantier

Le chantier doit être nettoyé régulièrement y compris les réseaux, les abords et la voie publique salie ou dégradée du fait des travaux.

2.1.9 **Dossier des ouvrages exécutés**

Avant la réception définitive des travaux, l'entreprise doit fournir dans un délai ne dépassant pas un mois et demi après les travaux :

Son DOE comprenant notamment :

- Une fiche récapitulative de l'intervention avec mention des dates d'intervention, des travaux effectués, des éventuels aléas.
- Les enregistrements du chantier : Pour chaque point ci-après le titulaire établit un tableau récapitulatif, et y annexe les résultats ou bordereaux :
 - Les bordereaux de suivi des déchets. Ces bordereaux doivent indiquer au minimum :
 - Le nom du maître d'ouvrage
 - Le nom de l'entreprise de démolition
 - Le nom du transporteur
 - La qualité et la quantité de déchets éliminés
 - Le centre de stockage ou de traitement où ils sont déposés

Les bordereaux seront remplis par l'entrepreneur qui le cosignera avec le gérant du centre d'élimination

L'entrepreneur remettra un DOE sous format dématérialisé.

CHAPITRE 3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

Les diagnostics amiante et plomb avant travaux ont été réalisés par le cabinet DIAGOBAH et sont joints au présent dossier d'appel d'offre.

L'entrepreneur titulaire du présent lot devra toute la fourniture, tous les matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux de désamiantage, objet du présent descriptif.

Après intervention pour coupure des alimentations de l'électricien pour les réseaux électriques du chauffagiste et du plombier pour les fluides, l'entrepreneur devra prévoir le désamiantage des éléments décrits ci-après.

Afin d'éviter toute erreur, le désamiantage ne sera réalisé dans chaque pièce qu'après l'accord du maître d'œuvre sur les travaux à réaliser.

3.1 PLAN DE RETRAIT

L'entrepreneur devra le plan de retrait pendant la période de préparation de chantier.

3.2 METROLOGIE

L'entrepreneur prendra en charge la réalisation des mesures par le laboratoire de son choix. Les mesures environnementales, analyse point-zéro ainsi que les mesures de fin de travaux et de première restitution sont à la charge de l'entreprise.

3.3 INSTALLATION, CONFINEMENT ET PROTECTION

L'entrepreneur devra réaliser son installation propre et le confinement nécessaire à ses travaux de désamiantage et comprenant :

AVANT DESAMIANPAGE :

- Les branchements en eau et en électricité
- Les équipements de protection individuelle
- La préparation et l'isolement des zones de travail ainsi que la signalétique spécifique
- Le calfeutrement des zones de travail
- L'installation de la décontamination du personnel
- L'installation de décontamination des déchets et des matériels
- La manutention, les moyens d'accès et de levage
- La production d'eau chaude sanitaire pour les salariés
- Les équipements de mise en dépression et renouvellement d'air
- Le confinement de la zone de travail

APRES DESAMIANPAGE :

- La sortie du matériel et des déchets
- Le traitement et l'analyse des effluents
- Le nettoyage final
- La restitution des zones de travail
- La gestion et le transport des déchets avec fourniture des BSDA

3.4 TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

L'entrepreneur est tenu de se rendre sur les lieux afin de pouvoir mesurer exactement le volume des travaux à effectuer.

Les travaux comprendront :

- Toutes les dispositions listées dans les prescriptions particulières
- Tous moyens nécessaires pour accès sécurisé
- Dépose des matériaux amiantés
- Enlèvement par stockage sur racks sous film plastique ou dans big bag fermés
- Enlèvement par véhicule adapté jusqu'au Centre de Traitement y compris droit de traitement.
- Remise des bons de livraison au maître d'ouvrage.

3.4.1 Désamiantage de portes et châssis

Les travaux comprendront :

- Retrait des portes vitrées, châssis vitrés et châssis pleins compris impostes
- Humidification en continu des supports
- Retrait des éléments amiantés
- Conditionnement des déchets
- Manutention des déchets et mise en stock sécurisé

Localisation : selon diagnostic amiante avant travaux :
RDC : portes et châssis de la salle de lecture 1, de l'atelier formation 1, de
l'aide de la recherche, de la salle de lecture 2, de l'atelier de formation 2

3.5 RAPPORT FINAL D'INTERVENTION

A la fin du chantier, l'entreprise devra la fourniture au plus tard 4 semaines après la réception de travaux d'un rapport final d'intervention après désamiantage.

Ce rapport comprendra :

- une page de garde intégralement complétée
- le plan de retrait
- les échanges avec les organismes de prévention
- les certificats d'acceptation préalable des déchets
- l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets
- les résultats d'analyses liés au déroulement du chantier
- l'ensemble des résultats d'analyse des mesures environnementales, les analyses de fin de travaux libératoires et des mesures de première restitution
- le plan de recollement indiquant clairement les zones traitées et non traitées
- un rapport de synthèse descriptif des travaux comprenant un historique et un rapport des points singuliers
- les rapports de contrôle visuels et le recueil des procès-verbaux de consignations
- les registres de chantier
- les certificats d'élimination des déchets
- une attestation certifiant que tous les matériaux amiantés localisés dans le rapport de repérage des matériaux amiantés ont bien été déposés et évacués

Ce rapport sera fourni sous format numérique.

Fait à St Nicolas, le 3 octobre 2025
Emmanuel GEHIN, Maître d'œuvre